

## De la prédation à la rente, émergence et stabilisation d'une oligarchie capitaliste dans la métallurgie russe (1991-2002)

## From predation to rent, emergence and stabilization of a capitalist oligarchy in the russian metallurgy (1991-2002)

Cédric Durand\*

*CEMI/EHESS, 105, bld Raspail, 75006 Paris, France*

---

### Résumé

À partir de l'étude empirique d'un secteur clef de l'économie post-soviétique, la métallurgie, cet article analyse les mécanismes du bouleversement de la structuration sociale qu'a connu la Russie sur la période 1991-2002. Il est d'abord montré comment la naissance d'une oligarchie capitaliste trouve son origine dans les comportements prédateurs qu'ont autorisés les modalités des privatisations, la désorganisation des relations industrielles et l'ouverture brutale du commerce extérieur. Cette domination oligarchique s'appuie sur des formes corporatistes de contrôle de la branche. Au niveau local comme au niveau fédéral, on met en évidence des mécanismes d'intégration de la relation salariale et une forte interpénétration entre pouvoirs économiques et pouvoirs politiques. La notion de modèle productif exportateur rentier est enfin développée pour caractériser la situation de la branche au début des années 2000.

© 2004 Lavoisier, Paris. Tous droits réservés.

---

\* Auteur correspondant  
cedric@economica.unam.mx

## Abstract

Based on the empirical study of a key sector of the post-soviet economy, the metallurgy, this article analyses the mechanisms of the structural social shock that Russia has undergone from 1991 to 2002. We will first show that the birth of the capitalist oligarchy finds its origin in the predatory behaviors authorized by the modalities of the privatization, the disorganisation of industrial relationships and the brutal liberalization of international trade. This oligarchic domination is supported by corporatist forms of control of the branch. On the local and federal scale, we show the mechanisms of integration of the salaried relationship and the strong interpenetration of the economical and political powers. The concept of the export-rent productive model is eventually being developed to characterize the situation of the branch at the beginning of this new century.

© 2004 Lavoisier, Paris. Tous droits réservés.

*Mots clés* : Oligarchie ; Russie ; Transition ; Corporatisme ; Métallurgie ; Modèle productif ; Rente ; Exportations ; Prédation ; Privatisation ; Concentration industrielle ; Capitalisme ; Dépendance.

*Keywords*: Oligarchy; Russia; Transition; Corporatism; Metallurgy; Productive model; Rent; Exportations; Predation; Privatization; Industrial concentration; Capitalism; Dependence.

« *Quelle est la différence entre un rat et un hamster ?*  
*Une question de communication* »

Roman Abramovic,  
 Actionnaire de Russkij Aluminij

## 1. Introduction

La grande dépression transformationnelle dans les pays d'Europe de l'Est a donné lieu à une riche controverse à propos de la pertinence et de la séquence des politiques économiques suivies<sup>1</sup>. Elle fut d'autant plus vive en ce qui concerne la Russie que celle-ci a connu une des trajectoires les plus désastreuses et n'a toujours pas retrouvé son niveau de production de la fin de la décennie 1980. Les problèmes de la stabilisation macroéconomique, de l'ouverture internationale, de l'impact des privatisations sur le gouvernement d'entreprise et de la restructuration industrielle ont ainsi été largement abordés. Des analyses socio-politiques ont également été menées autour de la problématique de la reproduction/rotation des élites dans le cadre de la transition<sup>2</sup>. L'explosion des inégalités entraînée par la redistribution radicale du patrimoine et des revenus au cours du processus est également bien établie, notamment dans les statistiques de la banque mondiale. En revanche, on

<sup>1</sup> Parmi les nombreux protagonistes on peut citer : Joseph E. Stiglitz, « *Wither Reform ? Ten Years of the Transition* », papier préparé pour the *Annual World Bank Conference on Development Economics*, Washington D.C., 28-30 avril 1999, 31 p. ; Jacques Sapir, « À l'épreuve des faits : bilan théorique des politiques macro-économiques mises en œuvre en Russie », *Revue d'Études Comparatives Est-Ouest*, vol. 30, n° 2-3, juillet-septembre 1999, pp. 153-213 ; Anders Aslund, « *Russia's Collapse* », *Foreign Affairs*, vol. 78, n° 5, septembre-octobre 1999, pp. 64-77. Grzegorz W. Kolodko, *From Shock to Therapy*, Oxford, Oxford University Press, 2000, 457 p.

<sup>2</sup> Georges Mink et Jean-Charles Szurek, *La grande conversion : le destin des communistes en Europe de l'Est*, Paris, Seuil, 1999, 311 p.

ne recense que peu de publications traitant, d'un point de vue économique, du bouleversement de la structuration sociale qu'a connu le pays. En dépit d'un usage commun du terme d'« *oligarchie* » dans le contexte post-soviétique<sup>3</sup>, les ressorts de l'ascension et de la stabilisation de cette classe économique dirigeante ainsi que les implications de sa domination sur la dynamique du système de production national ne sont pas étudiés.

Cette problématique va être explorée à travers une analyse de la métallurgie russe sur la période 1992-2002. L'accroissement du poids de la branche dans le PIB au cours de la transformation systémique témoigne du fait qu'il s'agit d'un des secteurs clef de l'industrie post-soviétique. En outre, les principales firmes exercent un rôle économique prépondérant au sein des régions dans lesquelles elles sont implantées. Cette étude sectorielle permettra donc, en conclusion, de proposer des hypothèses de portée plus générale quant à la nature et à la dynamique de la formation sociale russe héritée de la transformation post-soviétique.

Après avoir examiné dans une première section les conditions dans lesquelles s'est formée l'oligarchie, nous expliciterons les formes corporatistes locales puis nationales qui ont permis aux oligarques d'établir leur contrôle sur les firmes. Nous décrirons enfin le modèle productif rentier qui tend à s'établir dans le secteur et évoquerons ses implications pour le système de production national.

## 2. La naissance d'une oligarchie capitaliste

*« Il nous faut des millions de propriétaires,  
pas un petit groupe de millionnaires »*

Boris Eltsine

Le slogan lancé à maintes reprises par le premier président russe avait suscité un certain enthousiasme mais fut vite démenti par les faits. Dans le cas de la métallurgie, l'emploi du concept d'oligarchie renvoie à l'existence d'un cercle très restreint de personnes contrôlant l'activité de la branche et en tirant des revenus considérables (voir Encadré). Elles sont liées par des intérêts économiques partagés comme en témoignent l'existence d'une forme d'action collective organisée à travers un fort lobby métallurgique et des administrateurs communs à un grand nombre d'entreprises<sup>4</sup>.

<sup>3</sup> Ce terme fait référence au groupe restreint qui prend le contrôle de l'économie russe durant les mandats de Boris Eltsine et le processus politique d'insertion des intérêts commerciaux dans l'action de l'exécutif. Le plus célèbre de ces oligarques, Boris Berezovski, affirmait le 1<sup>er</sup> novembre 1996 au *Financial Times* que lui et six autres financiers contrôlaient 50 % de l'économie russe et avaient permis la réélection de Boris Eltsine. Voir notamment Hans-Hemming Schröder, « El'tsin and the Oligarchs : The Role of Financial Groups in Russian Politics Between 1993 and July 1998 », *Europe-Asian Studies*, vol. 51, n° 6, septembre 1999, pp. 957-988. En ce qui concerne le rôle des oligarques dans l'accès de Vladimir Poutine au poste de Premier ministre puis à la présidence de la Fédération russe et les relations qui s'établissent entre les oligarques et le nouveau pouvoir dans la période 1998-2000 voir Sergueï Krushchev, « Russia after Yeltsin a Duel of Oligarchs », *Mediterranean Quarterly*, vol. 11, n° 3, été 2000, pp. 1-29. Voir également David E. Hoffman, *The Oligarchs*, New York, PublicAffairs, 2002, 567 p.

<sup>4</sup> Vladimir Lissin est ainsi président du conseil des directeurs du combinat de Novolipeck depuis octobre 1998. Depuis 1993, il est membre du conseil des directeurs de cinq des plus importantes entreprises de la branche des métaux. En 1993, il était également conseiller du vice Premier ministre Oleg Soskovets, un des soutiens essentiels de Trans World.

### Les principaux oligarques de la métallurgie

En 2002, les individus qui comptent dans la branche métallurgie russe sont peu nombreux. À travers le groupe Russkij Aluminij, Oleg Deripaska et Arman Abramovic contrôlent 70 % de la production d'aluminium primaire ainsi que des entreprises se situant en amont (centrales hydroélectriques, usines d'alumine) et en aval (aéronautique, aluminium ménager...). Vladimir Lissin, Alexej Mordačov et Viktor Racnikov dirigent respectivement Novolipeck, Magnitogorsk et Severstal, trois combinats qui représentent environ la moitié des différentes productions sidérurgiques en Russie.

L'émergence de cette oligarchie capitaliste au sein de la métallurgie russe résulte de la conjonction trois phénomènes. Entre 1993 et 1995, les privatisations se sont déroulées selon des modalités qui ont entraîné une expropriation massive de la population et offert à certains acteurs d'acquérir des titres de propriété à moindre coût. Parallèlement, la désorganisation des relations interentreprises résultant du démantèlement de la hiérarchie du plan a créé les conditions du développement de pratiques prédatrices conduisant à la constitution de colossales fortunes privées. La consolidation des nouveaux rapports de propriété s'est produite entre 1997 et 2002 à travers un important mouvement de concentration industrielle et la stabilisation progressive des relations commerciales.

#### 2.1. Une expropriation massive de la population

Conformément aux théories des droits de propriété<sup>5</sup> popularisées à l'Est par des conseillers occidentaux<sup>6</sup>, les méthodes de privatisation ont interdit la mise en place de droits collectifs et permis un spectaculaire processus de concentration privée de la propriété industrielle. Dans l'esprit des réformateurs, les procédures privilégiées accordées aux employés n'étaient pas destinées à leur permettre de prendre le contrôle effectif de leur entreprise<sup>7</sup> mais à rendre les privatisations socialement acceptables. Les coupons de privatisation (vouchers) étant librement transférables, on a assisté à une rapide redistribution des titres au détriment de la très grande majorité de la population qui ne disposait ni du temps, ni de l'information pour les utiliser dans leur intérêt. Afin d'acquérir des parts et de se préserver des outsiders, les managers ont fait durant cette période de nombreuses promesses aux salariés à propos de l'emploi et des avantages sociaux<sup>8</sup>.

<sup>5</sup> Voir notamment Svetozar Pejovitch et E. Furubotn, « Property Rights and Economic Theory : A Survey of Recent Literature », *Journal of Economic Literature*, vol. 10, n° 4, décembre 1972, pp. 1137-1162 ; Armen A. Alchian et Harold Demsetz, « Production, Information Costs and Economic Organization », *American Economic Review*, vol. 62, 1972, pp. 777-795 ; Oliver E. Williamson, *The Economic Institutions of Capitalism*, New York, the Free Press, 1985, pp. 223-232.

<sup>6</sup> Parmi beaucoup d'autres, l'économiste en chef de la Banque mondiale à l'époque, Lawrence Summers, « The Next Decade in Central and Eastern Europe », in Christopher Clague et Gordon C. Rauser, *The Emergence of Market Economies in eastern Europe*, Cambridge, Blackwell, 1992, pp. 25-34 ; Jeffrey D. Sachs (entretien avec Philippe Doucet), « Aider la Russie », *Politique internationale*, n° 57, automne 1992, pp. 247-256 ; OCDE, FMI, BM, BERD, *L'économie de l'URSS : résumé et recommandations*, Paris, OCDE, 1991, 117 p.

<sup>7</sup> Hilary Appel, « Voucher Privatisation in Russia : Structural Consequences and Mass Response in the Second Period of Reform », *Europe-Asia Studies*, vol. 49, n° 8, 1997, pp. 1433-1449.

<sup>8</sup> Hélène Sultan-Taïeb, « Modèles de coordination dans les entreprises soviétiques et russes », *Revue d'Études Comparatives Est-Ouest*, vol. 31, n° 1, 2000, pp. 154-155.

La première phase de privatisation a donc été formellement équitable mais inégalitaire dans les faits. La seconde phase, par vente de paquets d'actions, a surtout été marquée par la corruption. Le cas le plus flagrant est sans doute l'opération « prêts contre actions ». Organisée en 1995, elle permit à un groupe de banques moscovites de s'approprier à moindre coût des parts importantes dans plusieurs fleurons industriels du pays parmi lesquels le combinat métallurgique de Novolipeck.

Bien que très peu légitimes, les modalités des privatisations ont permis la mise en place de nouveaux rapports de propriété radicalement différents de ceux de l'époque soviétique. La propriété publique a été complètement marginalisée. Cependant, les titres de propriété formels n'ont pas toujours signifié un contrôle réel sur les flux de richesses et la répartition issue des privatisations s'est révélée très instable.

## 2.2. Des formes prédatrices d'appropriation du surplus

Le démantèlement de la hiérarchie du plan a entraîné une désorganisation des flux entre les entreprises et permis aux managers et aux traders de capter des rentes d'intermédiation. La disparition du Gosplan (qui désignait les clients) et du Gosnad (qui gérait l'approvisionnement) a mis les directeurs d'usine dans une situation de très grande incertitude en ce qui concerne les modalités de validation de leur production sur le marché intérieur. C'est ce qui explique le succès des accords de tolling qui vont conduire à un spectaculaire développement des exportations. Avec ce type de contrat, l'entreprise ne fait qu'assurer la transformation des inputs en outputs pour une firme commerciale. Cette dernière qui assure l'approvisionnement en minerai et l'écoulement de la production s'est substituée à l'administration économique étatique pour organiser les relations industrielles à l'extérieur de l'entreprise.

Si le tolling a permis de limiter le recul de l'activité, c'est au prix de la perte de contrôle des combinats sur le surplus dégagé par leur production. Les traders en revanche ont obtenu des marges formidables, s'élevant parfois jusqu'à 50 %. Ils ont ainsi accumulé les moyens financiers qui leur permettront de prendre des participations dans l'actionnariat des entreprises. De cette manière les frères Tcernoj de la société TransWorld Metal ont pu exercer un contrôle indirect mais effectif sur la plupart des combinats sidérurgiques et des usines d'aluminium primaire de 1992 à 1996. Cela leur fut d'autant plus aisé que leur proximité de l'administration eltsinienne les a conduits à représenter l'État actionnaire dans les conseils d'administration des firmes durant cette période.

La faiblesse des normes juridiques et la forte incertitude ont aussi bénéficié aux managers des grandes entreprises et à certains responsables administratifs dans le cadre des transactions sur le marché intérieur. La démonétarisation<sup>9</sup>, les changements très fréquents de schémas ou encore les évolutions hebdomadaires de prix ont facilité le développement de pratiques prédatrices, notamment lors des transactions entre les métallurgistes et le secteur de l'énergie ou des chemins de fer<sup>10</sup>. Les relations entre le combinat de Novolipeck et le

<sup>9</sup> Voir notamment Études économiques de l'OCDE, *Fédération de Russie*, CCET, Paris, décembre 1997, pp. 125 et 198 ; Sophie Brana, Mathilde Mesnard et Yves Zlotowski, *La transition monétaire russe*, Paris, L'Harmattan, coll. « Pays de l'Est », 2002, 377 p.

<sup>10</sup> Au sujet des formes d'échange entre les combinats de la métallurgie ferreuse et leurs fournisseurs voir Margarita P. Grazdaninova, « Problemy i Perspektivy Vertikalnovo vzaimodestvija firm na rynke cernovo metallopraktata », *Problemy Prognozirovanija*, n° 3, 1999, pp. 63-77.

principal constructeur automobile du pays, Vaz, offrent également une illustration de ces pratiques.

Jusqu'en 1996, Vaz et Novolipeck réalisaient une partie importante de leurs transactions en troc : voitures contre laminés<sup>11</sup>. Le stock de voitures était en partie vendu directement au personnel du combinat, le reste était écoulé par un circuit de distribution directement contrôlé par les managers de Novolipeck et de Vaz dans le cadre de réseaux criminels<sup>12</sup>.

Ces formes prédatrices d'appropriation du surplus sont à l'origine de colossales fortunes privées tandis que se produit une décapitalisation de la branche. Il ne s'agit pas d'une anomalie mais du résultat de l'attitude rationnelle d'agents cherchant à accroître leur richesse et répondant aux opportunités offertes par le type de transformation systémique choisi<sup>13</sup>. L'affaiblissement de l'État, la mollesse de la contrainte juridique et l'incohérence de la matrice institutionnelle produisent une situation d'incertitude aiguë qui favorise les structures non formelles<sup>14</sup>. La confiance interpersonnelle fondée sur des loyautés anciennes ou des dépendances réciproques prenant le pas sur la prévisibilité des institutions légales, on assiste à une privatisation des moyens de coercition. Les nombreux assassinats, le détournement des procédures de faillite et l'instrumentalisation des institutions judiciaires ou politiques sont ainsi des manifestations de la lutte acharnée pour le contrôle de la branche. L'enjeu de cette lutte entre les divers réseaux dans lesquels managers, traders et banquiers sont impliqués représente, en 2000, environ 15 milliards de dollars dont 3 milliards de bénéfiques. Ces conflits s'estiment peu à peu avec le mouvement de concentration amorcé en 1997.

### 2.3. La constitution de géants industriels intégrés

L'évolution de la structuration de la branche à partir de 1997 est marquée la constitution de groupes intégrés verticalement et horizontalement. C'est dans la branche de l'aluminium qu'a eu lieu l'évolution la plus spectaculaire. À partir de 1997, le groupe Sibirkij Aluminij s'est constitué avec pour base l'usine d'aluminium primaire de Sajansk. Il comprend une participation dans la principale usine d'alumine de l'ex-URSS (Nicolaev en Ukraine) ainsi que le contrôle sur une usine de travail des métaux non-ferreux et diverses firmes consommatrices. Un tel groupe est fondé sur des complémentarités industrielles fortes qui permettent de sécuriser les approvisionnements des différentes unités de production<sup>15</sup>. L'année 2000 a vu naître un géant de l'aluminium, Russkij Aluminij, contrôlant

<sup>11</sup> Entretien avec un ancien cadre du service d'approvisionnement de Vaz à Moscou en septembre 1999.

<sup>12</sup> Les méthodes employées justifient à elles seules cette qualification. Ainsi, en 1998, trois jours après l'arrivée d'une inspection de 90 personnes du FSB (Service Fédéral de Sécurité, ex-KGB) dans les locaux de Vaz, M. Siskov, le directeur commercial adjoint de Vaz en charge de l'approvisionnement en métal était assassiné, visiblement pour l'empêcher de parler. À la même époque un journaliste enquêtant sur les activités du combinat était assassiné à Lipeck.

<sup>13</sup> Jerry F. Hough, *The Logic of Economic Reform in Russia*, Washington, Brookings Institution Press, 2001, 318 p.

<sup>14</sup> Clothilde Champeyrache, « Changement de régime de propriété et infiltration maffieuse de l'économie légale. Une comparaison entre la Russie actuelle et la Sicile du XIX<sup>e</sup> siècle », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2000, vol. 31, n° 4, pp. 183-208.

<sup>15</sup> Au printemps 1999, l'intégration d'Aviakor et de l'usine métallurgique de Samara au sein du groupe Sibirkij Aluminij a ainsi permis un redémarrage de la production d'avion grâce à un approvisionnement régulier.

environ 70 % de la production nationale du fait de l'acquisition par les actionnaires d'une importante entreprise pétrolière (Sibneft), des deux plus grandes usines d'aluminium de Russie et de la fusion avec Sibirskij. Ce nouveau groupe a poursuivi une politique d'acquisition avec, par exemple, une prise de participation dans l'entreprise d'automobile Gaz. Parallèlement, un autre groupe qui assure environ 25 % de la production d'aluminium, SUAL, s'est constitué.

On retrouve ce même schéma d'intégration verticale dans le secteur des métaux ferreux avec plusieurs prises de participation de combinats dans des entreprises consommatrices et chez certains de leurs fournisseurs en minerai. Le géant gazier Gazprom a également pris pied dans la métallurgie par le biais de participations dans les principales entreprises extractrices de minerai ferreux.

Cette concentration de la propriété provient d'abord des échecs des autres prétendants au contrôle de la branche. Menacé par des poursuites judiciaires dans plusieurs pays, faisant face à une coalition de banquiers et des managers pour reprendre le contrôle des circuits d'exportation, affaibli par des défections dans ses rangs le principal groupe de trading du secteur, TransWorld, perd de l'influence à partir de 1996. Les banques sont quant à elles contraintes de céder la plupart de leurs actifs au lendemain de la crise financière d'août 1998. Au même moment, la dévaluation entraîne un enrichissement relatif important des entreprises qui réalisent une part substantielle de leur activité à l'export. C'est ce qui permet aux firmes du secteur énergétique et aux combinats métallurgiques d'être les principaux acteurs du spectaculaire mouvement de concentration de la propriété.

Bien que dans le cas de Gazprom il existe une logique d'intégration verticale<sup>16</sup>, l'entrée en lice des acteurs énergétiques dans la métallurgie est une tentative de prise en main d'activités très rentables par le seul secteur capable d'offensives d'envergure. Dans le cas de la constitution de Russkij Aliuminij, l'intervention de Roman Abramovic, actionnaire principal de Sibneft, n'est cependant qu'un élément ; un autre facteur décisif semble être le recyclage par le biais de sociétés écrans des actifs de Mikhaïl Tchernoj du groupe TransWorld qui est actuellement cerné par des enquêtes judiciaires dans différents pays. Pour ce qui est des directions des combinats de la métallurgie ferreuse, leur capacité à initier un processus de croissance externe provient de l'augmentation de leur poids relatif dans l'économie au cours de la transformation, de la mise en place de leurs propres structures de commercialisation mais aussi de l'enracinement local de leur pouvoir dans des relations corporatistes.

Le processus de concentration peut-être interprété comme une tentative de stabilisation des positions acquises car il rend beaucoup plus difficiles les tentatives de prise de contrôle externe et accroît le pouvoir de négociation des dirigeants vis-à-vis des autorités politiques.

L'oligarchie capitaliste dans la métallurgie est issue de structures informelles économico-criminelles qui ont bénéficié des modalités des privatisations, du désordre institutionnel, de la désorganisation des relations inter-entreprises et de soutiens politiques. La naissance de cette classe économique dominante s'est faite non seulement au prix d'une expropriation massive de la population et des salariés mais également d'une décapitalisa-

---

<sup>16</sup> L'entreprise est un très gros consommateur de tubes métalliques. Au cours de la décennie 1990, elle était contrainte d'importer des tubes.

tion du secteur en raison des pratiques prédatrices. La répartition de la propriété issue de la décennie de transformation est toujours considérée comme totalement illégitime par une large majorité de la population<sup>17</sup>. En dépit du processus de concentration industrielle évoqué, la domination de l'oligarchie reste soumise à une forte incertitude d'ordre politique : la non remise en cause par l'État de droits de propriété mal acquis.

### 3. Des formes corporatistes de contrôle

Comment l'émergence de cette oligarchie a-t-elle été socialement possible ? Une grande part de l'explication tient probablement à la faiblesse de la société civile<sup>18</sup>, à l'absence de tradition d'auto-organisation des salariés héritée de la formation sociale soviétique ou encore au fait que la classe ouvrière — ex-« classe dirigeante » — a perdu sa fierté et donc toute combativité<sup>19</sup>. Néanmoins, l'appauvrissement général de la population, contemporain de l'émergence de l'oligarchie, était susceptible de créer des conflits sociaux. Dans la métallurgie, la mise en œuvre d'une intégration corporatiste de la relation salariale a été un élément essentiel pour surmonter le caractère conflictuel de la transformation.

Les grandes entreprises métallurgiques ont en effet un poids démesuré dans les villes et les régions où elles sont implantées, si bien que pouvoirs locaux et populations en sont souvent totalement dépendants. Viktor Rashnikov, le directeur général du combinat de Magnitogorsk affirmait ainsi : « Fondamentalement, nous tenons le rôle de l'État, mais c'est le genre de situation urgente où nous devons nous engager et aider les gens »<sup>20</sup>. Le corporatisme post-soviétique a ainsi la particularité de naître hors de l'initiative de l'État et même à sa place. Cela se traduit par la persistance d'un paternalisme d'entreprise hérité de la période soviétique, par un syndicalisme de cogestion et par une interpénétration des pouvoirs politiques et économiques. Néanmoins, dans une seconde phase de la transformation, amorcée en 1997-1998, les compromis locaux sont progressivement reniés tandis que s'affirme un corporatisme au niveau national.

#### 3.1. La responsabilité sociale des entreprises tardivement remise en cause

Dans la première période des réformes, plusieurs auteurs considèrent que la firme post-soviétique se caractérise par une forte internalisation sociale. Rouslan Khoumakov évoque « un renforcement du paternalisme » d'entreprise et une « unité d'intérêts » entre les salariés et les

<sup>17</sup> Selon un sondage de l'institut ROMIR publié dans le quotidien *Vedomosti* du 28 juillet 2003, 77 % des personnes interrogées souhaitent une révision des résultats des privatisations.

<sup>18</sup> Dominique Colas, « Société civile, État, nation » in Dominique Colas (ed), *L'Europe post communiste*, Paris, PUF, coll. « 1<sup>er</sup> cycle », 2002, pp. 13-110.

<sup>19</sup> Karine Clément, *Les ouvriers russes dans la tourmente du marché*, Paris, Syllepse, coll. « Points cardinaux », 2000, 250 p.

<sup>20</sup> Cité par Tara Warner et Kristine Petrosian, « Iron will and steel heart », *The Russia Journal*, 13 Jan 2001. Disponible en ligne : <http://www.trj.ru/index.htm?obj=4060>. Pour une présentation du point de vue des dirigeants d'entreprise sur leur responsabilité sociale et la répartition des rôles avec l'État voir l'interview avec Vladimir Lissin, le directeur général de NLMK recueillie par A. Semionov, « Socialnie Vektory Gosudarstvo i Biznesa. Kak im Sovpact' ? », *Trud*, n° 208, 4 novembre 2000.



directeurs pour montrer l'émergence d'un modèle corporatiste<sup>21</sup>. Le concept d'Artel développé par Irina Peaucelle relate le même phénomène puisqu'il désigne une « firme dont l'objectif d'activité est le bien être de l'ensemble de ses travailleurs, y compris le plein emploi. »<sup>22</sup>.

La généralisation des pratiques prédatrices et la dégradation du niveau de vie des ouvriers nous conduisent à écarter l'idée de convergence d'intérêts entre dirigeants d'entreprise et salariés de la métallurgie. Ces approches soulèvent néanmoins des questions importantes. Pourquoi, entre 1992 et 1998, la diminution des effectifs de la branche n'a-t-elle pas suivi la réduction de l'activité ? Comment se fait-il que, contrairement aux autres secteurs de l'économie russe, les arriérés de salaires furent relativement limités ? De plus, il existe des prises de position des dirigeants en faveur de l'emploi et de la protection sociale qui attestent d'une posture paternaliste dans les entreprises. Au printemps 1998, l'ingénieur principal déclarait ainsi à l'hebdomadaire du syndicat de Novolipeck : « Aujourd'hui à NLMK, il y a au minimum 15 000 personnes de trop, que l'on pourrait licencier. Et le combinat tournerait comme il tourne, seulement, la productivité serait améliorée. Pourtant, aucun des dirigeants et aucun des principaux actionnaires ne pose la question des licenciements ». Cette affirmation est d'autant plus crédible qu'au Kazakhstan, par exemple, des licenciements massifs ont déjà eu lieu à cette époque-là dans des combinats métallurgiques<sup>23</sup>.

Si les salariés de la métallurgie voient leur situation se dégrader dans une moindre mesure que celle des travailleurs des autres secteurs, c'est en partie grâce aux revenus des exportations. Même au plus fort de la démonétarisation, ils permirent aux directions de continuer à verser des salaires, contrairement à la plupart des autres entreprises industrielles. C'est aussi parce que les salariés détiennent des compétences spécifiques, sont fortement syndiqués et disposent, à travers la menace de grève, d'un fort moyen de pression. Mais il en est de même au Kazakhstan. D'autres éléments d'explication doivent être décisifs. En premier lieu, les managers en place depuis l'époque soviétique partagent avec les autorités locales un « sens des responsabilités »<sup>24</sup>, une éthique corporatiste qui trouve son origine dans l'éthique directoriale soviétique<sup>25</sup> et relève d'une logique d'accumulation politique plus que capitaliste. Dans la période de transformation marquée par un degré très élevé d'incertitude, cette logique politique est d'autant plus importante que face au pouvoir central, à des actionnaires outsiders ou aux traders, les managers locaux cherchent à accroître leur pouvoir de négociation, ce que leur offre une alliance avec les autorités locales et les salariés. Le maintien de l'emploi et de services sociaux est ainsi un atout dans la lutte pour le contrôle des firmes.

<sup>21</sup> Rouslan Khoumakov, « L'émergence de nouvelles formes de coordination en Russie », in Robert Delorme, *À l'Est du nouveau : changement institutionnel et transformations économiques*, Paris, L'Harmattan, 1996, pp. 183-184. Sur ce problème voir également Domenico Mario Nuti, « Corporate governance et actionariat des salariés », *Économie internationale*, n° 62, deuxième trimestre 1995, pp. 15-34.

<sup>22</sup> Irina Peaucelle, « Firme ou Artel ? Vers un rapport salarial original en Russie », in Boyer R. et Saillard Y. (eds.), *Théorie de la régulation : l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1995, pp. 443-451.

<sup>23</sup> Ainsi, au Kazakhstan une firme britannique, Ispat-Karmet, a racheté le combinat métallurgique de Karaganda. Depuis son arrivée en 1996, elle a licencié plus de 10 000 salariés. La productivité a été multipliée par deux, sans pour autant que les salaires n'augmentent. *Le messenger syndical, Bulletin d'informations sur le mouvement syndical en Russie*, septembre-octobre 2002 n° 20.

<sup>24</sup> Jacques Sapir, « Action publique et agents privés. Vers un modèle russe ? », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 27, n° 2, juin 1996, p. 213.

<sup>25</sup> O. Khakhordine, « L'éthique corporatiste, l'éthique du *samostojatel'nhost'* et l'esprit du capitalisme », *Revue d'Études Comparatives Est-Ouest*, vol. 25, n° 2, 1994, pp. 27-56.

Les entreprises gèrent encore des services de santé, d'éducation ou de loisir et l'emploi industriel est pour l'essentiel maintenu jusqu'à la fin de la décennie 1990. Néanmoins, à partir de 1997, un changement d'attitude s'amorce et la diminution de la sphère sociale s'accélère. Au printemps 2002, le programme fédéral de développement stratégique à horizon 2010 marque une rupture importante avec l'annonce de la suppression de 350 000 emplois dans la métallurgie, soit près du quart des effectifs globaux, dont 100 000 d'ici à 2005. L'État apparaît cette fois au premier plan et s'engage à reconverter les personnels concernés<sup>26</sup>.

### 3.2. Un syndicalisme de co-gestion

Le modèle de relations sociales dominant au sein la métallurgie russe depuis 1992 s'appuie sur une forte collaboration entre directions et syndicats<sup>27</sup> qui explique le faible nombre de conflits sociaux, même s'il y eut des exceptions notables<sup>28</sup>. Les salariés sont le plus souvent représentés par un syndicat unique rattaché à une fédération de branche qui rassemble plus d'un million de personnes. L'intégration salariale au niveau de l'entreprise se traduit parfois par la participation d'un représentant syndical à la direction de l'entreprise, comme à Lipeck jusqu'en 1997 et à Severstal encore aujourd'hui.

Au cours de la dernière période, c'est au niveau national qu'un syndicalisme de cogestion s'installe. Des négociations annuelles avec le patronat se déroulent au niveau de la branche. De plus, le syndicat de la métallurgie qui était une organisation syndicale autonome dans les années 1990 a rejoint la Fédération des Syndicats Indépendants de Russie (FNPR) en février 2000. Ce ralliement prend toute son importance car l'adoption du nouveau Code du travail avec le soutien de la FNPR augure d'une nouvelle étape dans les relations sociales en Russie. Le quatrième congrès de l'organisation syndicale interprofessionnelle, qui a eu lieu du 28 au 30 novembre 2001 à Moscou, en a été l'illustration. C'est le président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, qui a ouvert les débats, marquant

<sup>26</sup> Igor A. Budanov, « La métallurgie et l'adhésion de la Russie à l'OMC », *XXIII<sup>e</sup> session du Séminaire Franco-Russe sur Les problèmes monétaires et financiers de la transition en Russie*, Paris, juin 2002, p. 8. Un compte-rendu de son intervention est disponible sur le site du CEMI-EHESS : <http://www.ehess.fr/centres/cemi/pages/sem-juin-2002.pdf> ; Voir également l'interview d'Andreï Kozicyn, directeur général du combinat minier-métallurgique d'Oural, « Kompania i Gosudarstvo », *Metally Evrazii*, n° 4, 2002, disponible en ligne : [http://www.eurasmnet.ru/online/2002/4/first-line\\_2.php](http://www.eurasmnet.ru/online/2002/4/first-line_2.php). Le rapport sur les perspectives de développement de la métallurgie à horizon 2010 présenté au conseil des ministres du 16 mai 2002 par le ministre de l'industrie, de la science et de la technologie, Il'i Klebanova est également disponible en ligne :

<http://www.eurasmnet.ru/online/2002/3/first-line.php>

<sup>27</sup> Pour une présentation du climat de collaboration entre le GMPR et la principale organisation patronale de la branche voir Vladimir Shlyomin, « Strike : an extreme measure », *Eurasian Metals*, n° 2, septembre 2002, disponible en ligne : [http://en.eurasmnet.ru/online/2002/1/social\\_part.html](http://en.eurasmnet.ru/online/2002/1/social_part.html)

<sup>28</sup> Le groupe Russkij Aliuminij a connu des conflits avec ses salariés lors de la reprise (par Sibirskij Aliuminij à l'époque) de l'usine de travail des métaux de Samara. Une grève importante et des actions en justice contre la généralisation des contrats précaires furent soutenues par le syndicat de la métallurgie (GMPR) et débouchèrent sur une victoire partielle des salariés. Il y eut également des conflits du travail d'ampleur dans les sociétés du groupe MIKOM (KMK et NKAZ) contre les prises de contrôle par Evraz Metal et Sibirskij Aliuminij avec l'aide du gouverneur de la région du Kuzbass, Arman Tuleev. Les forces de l'ordre sont intervenues le 27 novembre 1999 sur le site de KMK contre les grévistes qui avaient conclu un accord salarial avantageux avec le précédent actionnaire. Voir *Le messenger syndical, Bulletin d'informations sur le mouvement syndical en Russie*, octobre 2001 n° 13.

la réintronisation officielle de la FNPR — structure héritée des syndicats officiels soviétiques — au sommet du pouvoir<sup>29</sup>.

### 3.3. Interpénétration entre pouvoirs économiques et pouvoirs politiques

Si le recul de la responsabilité sociale des entreprises métallurgiques semble irrémédiablement amorcé, la constance de la logique corporatiste est en revanche très nette dans les rapports entre les entreprises et les pouvoirs locaux. D'abord, les finances des pouvoirs publics locaux dépendent pour l'essentiel des versements des firmes métallurgiques<sup>30</sup>. Cette domination trouve une expression politique directe lors des scrutins électoraux. À Lipetsk, à Magnitogorsk et à Tcherepovec, où est installé Severstal, les majorités municipales sont issues de listes rassemblant des managers et des travailleurs des combinats. Lors des élections régionales les dirigeants d'entreprise s'impliquent aussi (cf. encadré). Leur recherche d'une légitimité politique passe également par le contrôle des médias locaux<sup>31</sup>. L'objectif est de préserver la paix sociale, comme l'explique le président du directoire de Novolipeck, Vladimir Lissin : « Nous versons des salaires nettement supérieurs à la moyenne russe et malgré cela, nous avons dû racheter des médias locaux pro-communistes pour expliquer à la population notre politique. Les réformes ne sont pas populaires ici »<sup>32</sup>.

Au niveau national, on trouve également une forte interpénétration entre les dirigeants d'entreprises de la métallurgie, les décideurs politiques et les responsables syndicaux. Les syndicats interviennent lors des élections même s'ils ne semblent pas être une force homogène et décisive<sup>33</sup>. Lors de l'élection de la Douma d'État en 1999, les interventions directes de la fédération syndicale de la métallurgie ont connu des fortunes diverses, mais un de ses membres, Lev Iarkin, ancien président du syndicat de Novolipeck, a été élu député sur la base d'une plate-forme locale avec le soutien de la direction du combinat. Plus généralement, le lobby métallurgiste est très important dans la vie politique russe. Il est organisé au sein de la Douma mais également à travers la participation des dirigeants d'entreprise aux organisations patronales nationales et leurs relais politiques régionaux et auprès de l'administration centrale<sup>34</sup>.

<sup>29</sup> *Le messenger syndical, Bulletin d'informations sur le mouvement syndical en Russie*, décembre 2001 n° 15.

<sup>30</sup> Par exemple, en 2001, le combinat de Magnitogorsk contribue à hauteur de 35 % au budget de la région. À Lipetsk, les recettes fiscales de la ville proviennent à plus de 60 % du combinat. Par ce biais les dirigeants d'entreprise jouent un rôle politique local déterminant.

<sup>31</sup> Par exemple, Alexey Mordasov, le directeur général de Severstal, contrôle la plupart des médias (journaux, télévisions et radios) de la ville de Tcherepovec et de la région de Vologda. Voir les informations tirées de *Novaja Gazeta* du 16.08.2001 disponibles en ligne sur :

[http://www.russiamonitor.org/en/main.asp?menu\\_id=1\\_a\\_1067\\_36](http://www.russiamonitor.org/en/main.asp?menu_id=1_a_1067_36)

<sup>32</sup> Cité dans « Russie, l'an III des réformes », Interfrance Media, supplément publicitaire distribué dans *Le Monde*, 20 février 2003, p. 3.

<sup>33</sup> Simon Clarke et A.N. Other, « Trade Unions in the 1999 Duma Election », document de travail dans le cadre d'un programme de recherche soutenu par the Economic and Social Research Council et INTAS. Disponible en ligne : <http://www.warwick.ac.uk/fac/soc/complabstuds/russia/election.doc>

<sup>34</sup> En 2002, Oleg Deripaska, dirigeant de Russkij Aliuminij, était ainsi vice-président de l'union des producteurs et entrepreneurs de Russie, président de la commission russe de la chambre internationale de commerce et membre du conseil des milieux d'affaires auprès du gouvernement russe. Roman Abramovic qui est un des principaux actionnaires de Russkij Aliuminij et un dirigeant de la firme pétrolière Sibneft est gouverneur de la région de Coukhotka. Alexey Mordasov, le directeur général de Severstal, est réputé très proche de Vladimir Poutine.

### Deux exemples d'intervention des métallurgistes dans les scrutins locaux

Lors de l'élection du gouverneur de l'oblast de Krasnoïarsk le 22 septembre 2002, M. Khloponine soutenu par le groupe Rosprom de M. Potanine, a obtenu 48,07 % des voix contre 41,81 pour son concurrent M. Ouss qui était le candidat de Ruskij Aluminij. Sous la pression du camp du perdant, la commission électorale de la région a prononcé l'annulation du scrutin avant d'être contrainte de revenir sur sa décision par les autorités centrales<sup>1</sup>.

Lors de l'élection du gouverneur de la région de Lipeck en avril 2002, face au sortant, Oleg Korolev, le dirigeant du combinat de Novolipeck, Vladimir Lissin, avait annoncé sa volonté de participer au scrutin. Après une campagne de discrédit extrêmement violente menée par les deux parties, un accord dont le contenu n'est pas connu a été conclu au terme duquel Lissin a retiré sa candidature permettant une large victoire de Oleg Korolev dès le premier tour.

<sup>1</sup> Marie-Pierre Subtil, « Le remplacement d'un gouverneur russe tourne à la farce électorale », *Le Monde*, 3 octobre 2002, p. 5.

Le cas de la métallurgie tend à confirmer que la combinaison souvent illégale entre ressources économiques et ressources administratives est un caractère systémique du capitalisme oligarchique post-soviétique<sup>35</sup>. L'intégration corporatiste de la relation salariale et l'ingérence du pouvoir économique dans les pouvoirs politiques locaux et nationaux sont au cœur de la stratégie de contrôle de la branche par ses dirigeants. Cette stratégie s'inscrit dans le cadre de l'affirmation d'un modèle productif particulier qui émerge au cours de la transformation systémique.

#### 4. Un modèle productif exportateur-rentier

Depuis l'écroulement de l'URSS, la dynamique économique de la branche a traversé différentes phases. Après une brutale contraction de son activité entre 1992 et 1995, le niveau production des grandes entreprises s'est stabilisé, puis a fortement repris<sup>36</sup> au lendemain de la crise financière de 1998<sup>37</sup>. L'amélioration sensible de la situation financière des firmes<sup>38</sup> se traduit alors par une réduction de l'incertitude pour les dirigeants qui autorise une réorganisation de la branche tournée vers l'avenir. C'est un moment de consolidation des résultats du processus transformationnel.

<sup>35</sup> Boris Kagarlitsky, "Political Capitalism and corruption in Russia", in *Labour Focus on Eastern Europe*, n° 71, printemps 2002, pp. 76-89.

<sup>36</sup> D'après l'indice de production en volume du Goskomstat pour la période janvier-octobre 2000 en comparaison avec la même période de l'année 1998 la métallurgie ferreuse a connu une croissance de 32,5 % et la métallurgie non-ferreuse de 23,9 %.

<sup>37</sup> La crise financière de 1998 est d'un genre particulier, mixte de crise type de pays émergent en économie financière libéralisée et de crise spécifique d'un pays en transition. Voir Jacques Sapir, « La crise financière russe d'août 1998, tournant de la transition en Russie ? », document de travail CEMI EHESS, <http://www.ehess.fr/centres/cemi/pages/doc1-sapir.pdf>, 2001, 82 p.

<sup>38</sup> La dévaluation a plus que doublé le pouvoir d'achat en rouble des recettes des exportations dans un contexte de progression sensible des prix mondiaux. En outre, on a observé une diminution des coûts de production — à l'exception des combustibles, une baisse importante des salaires réels et un accroissement de la demande et de la monétarisation sur le marché intérieur.

En nous appuyant sur le concept de modèle productif<sup>39</sup>, nous allons rendre compte des traits de gouvernement d'entreprise qui s'affirment dans cette période puis de la logique rentière qui les sous-tend. Un tableau de synthèse évoquant l'impact du modèle productif exportateur-rentier sur le régime d'accumulation émergent sera présenté en conclusion de cette section.

#### 4.1. Des traits communs aux grandes entreprises de la branche

Les combinats métallurgiques et les smelters d'aluminium qui occupent une position dominante au sein de la branche partagent un ensemble de caractéristiques : une politique produit peu innovante orientée vers l'acquisition de technologies déjà développées afin de faire jouer un avantage coût à l'export ; un recentrage des unités productives sur leur activité principale concomitant à une logique d'intégration verticale ; une relation salariale en voie de précarisation.

##### 4.1.1. Spécialisation sur les produits de base orientée vers l'export

La politique produit est orientée vers la conservation de la compétitivité coût et l'amélioration de la qualité à travers des plans de modernisation de l'appareil de production. En effet, même si l'on a assisté à un redémarrage sensible de la demande intérieure de métal après 1998, la spécialisation de la branche à l'exportation reste le principal résultat de la libéralisation du commerce extérieur<sup>40</sup>. Les investissements organisationnels et productifs consentis dans les circuits d'exportation ainsi que les échéances en devises auxquelles doivent faire face les entreprises se traduisent par l'opposition des dirigeants de la métallurgie à toute restriction des exportations. Les autorités gouvernementales dans leur programme de développement préconisent également le développement autonome de la branche à partir de son orientation à l'exportation<sup>41</sup>. En dépit de progrès réalisés dans la diversification des produits exportés, l'orientation à l'export implique le maintien de la spécialisation sur les produits de base qui s'est affirmée au cours de la décennie 1990.

##### 4.1.2. Développement de la sous-traitance et intégration verticale

L'organisation productive est fortement inertielle en raison du caractère très capitaliste de l'activité et de la faible flexibilité des équipements. Néanmoins on observe des nouveautés significatives. En premier lieu, la spécialisation des entreprises du fait de l'externalisation des activités de la sphère sociale et de certaines activités industrielles périphériques conduit à l'apparition d'un réseau de sous-traitants totalement dépendants. À Novolipeck par exemple, des activités de maintenance électrique rattachées exclusivement au combinat et dont les locaux sont sur le site même de l'usine ont été externalisées.

<sup>39</sup> Robert Boyer et Michel Freyssenet, *Les modèles productifs*, Paris, La Découverte et Syros, coll. « Repères », 2000, 128 p. ; Robert Boyer et Michel Freyssenet « Entre innovations historiques et contraintes structurelles Eléments d'une théorie des modèles productifs », *Couverture Orange*, n° 0205, 2002, 85 p.

<sup>40</sup> Les données du Goskomstat montrent que, selon les types, de 50 à 90 % des produits métallurgiques de base sont exportés contre moins du tiers de la production d'aluminium et moins de 10 % des produits de la métallurgie ferreuse en 1991.

<sup>41</sup> Federalnaja Celevaja Programma, *Strategija razvitija metallurgiceskoj promy \_lennosti do 2005 goda*, Moskva, 1999. Pour un examen critique de cette stratégie en Russie, Igor A. Budanov, « Vlijanie specifikii rossijskoj èkonomiki na razvitie metallurgii », *Problemy Prognozirovaniya*, n° 6, 2000, pp. 78-90.

D'autre part, la constitution de groupes intégrés verticalement évoquée plus haut s'appuie sur la spécificité des actifs héritée de l'époque soviétique ; elle correspond en partie à une logique de réduction des coûts de transaction par la stabilisation de l'approvisionnement et des débouchés des principales unités de production.

#### 4.1.3. Une relation salariale dégradée

Dans la période initiale de la transformation, la relation salariale héritée de l'époque soviétique fut maintenue dans ses formes juridiques mais dégradée dans les conditions de sa réalisation. Depuis 1998 la dégradation se poursuit, notamment à travers une transformation des cadres formels du contrat de travail tant au niveau des entreprises que de la législation.

Au niveau des entreprises, l'évolution défavorable du niveau des salaires réels à partir de 1998 est aggravée par leur constitution. En moyenne, plus de la moitié des salaires versés est constituée de primes. Des contrats individualisés ont été introduits et certaines catégories de travailleurs ont vu leurs contrats à durée indéterminée remplacés par des contrats à durée déterminée de six mois. Ces changements donnent aux directions les moyens de rendre effectif le renforcement de la contrainte hiérarchique recherché à travers des réorganisations des formes de la mise au travail : standardisation des procédures dans le cadre de la lutte contre les gaspillages et pour l'amélioration de la qualité, réduction du nombre d'échelons hiérarchiques<sup>42</sup>.

Au niveau fédéral, l'adoption d'un nouveau Code du travail au début de l'année 2002 constitue un recul important pour les salariés : restriction du droit de grève, augmentation de fait de la journée légale de travail jusqu'à douze heures par jour, levée des limitations du recours aux contrats à durée déterminée, possibilité de versement du salaire en nature, simplification des procédures de licenciement, individualisation des contrats et suppression de mesures protégeant les femmes<sup>43</sup>. Il entérine la logique du syndicat majoritaire, limitant les possibilités de développement de syndicats alternatifs plus combatifs.

Ces évolutions de la relation salariale augurent de la stabilisation d'une forme duale de salariat. Les salariés spécialisés directement attachés aux tâches industrielles, fortement syndiqués, bénéficient d'un statut relativement protégé : protection sociale, contrats à durée indéterminée, niveau des salaires garanti. Les salariés des entreprises sous-traitantes ou employés dans des activités périphériques au sein de la grande entreprise sont précarisés du fait d'une faible protection sociale, de contrats à durée déterminée et de salaires plus bas.

#### 4.2. Une logique rentière

La spécialisation des grandes entreprises de la métallurgie sur les produits de base à l'export, les nouveaux éléments introduits dans l'organisation productive et dans la relation salariale sont à rattacher à l'affirmation d'une logique rentière. L'utilisation du concept de rente renvoie tout d'abord aux conditions spécifiques d'acquisition des biens capitaux métallurgiques hérités de la formation sociale soviétique. Elles impliquent en effet une dis-

<sup>42</sup> Sur l'introduction à Severstal du système de direction à l'anglaise dit « plate », voir l'hebdomadaire du syndicat du combinat de Novolipetsk, *Cegodnija i zavtra*, n° 36, septembre 2000.

<sup>43</sup> *Trud*, 18 décembre 2000 et entretien avec une sociologue de l'*Agenstvo socialno-trudovoj informaci*, Moscou, décembre 2000.

proportion entre revenu et investissement tel qu'il est impossible de penser la rémunération des propriétaires comme un intérêt sur le capital investi. Cependant, au-delà des conditions initiales de développement du capitalisme post-soviétique, la logique sociale rentière correspond à une déconnexion entre niveau de surplus dégagé et qualité de la gestion.

La déconnexion entre niveau de surplus et compétences de gestion provient en premier lieu du caractère monopolistique de la structure de marché sur le plan intérieur (voir encadré) qui a été accentué par le mouvement de concentration déjà décrit. Le niveau très élevé des barrières à l'entrée, la pénurie de financement bancaire et le caractère extrêmement coûteux des investissements ont pour conséquence une absence de facto de libre investissement dans la branche et donc une absence de convergence vers le taux de profit moyen de l'économie.

#### L'articulation des différents niveaux productifs

Hormis les combinats miniers qui l'alimentent, la métallurgie russe peut être divisée en deux principales catégories : la métallurgie lourde et la métallurgie légère.

La première réalise les productions métallurgiques intermédiaires (minerai transformé, fonte, acier, laminés ferreux, rails, aluminium primaire, etc.) ; elle est dominée par de grandes entreprises qui sont l'objet de cet article : dans la métallurgie ferreuse, 9 combinats assurent plus de 80 % de chacune des productions et plus de la moitié provient de trois d'entre eux ; dans l'aluminium, 7 usines réalisent plus de 80 % de la production d'aluminium primaire tandis que les 3 plus importantes produisent à elles seules les 2/3 du total.

L'essentiel des productions métallurgiques lourdes est soit exporté, soit livré directement aux secteurs consommateurs (industries mécaniques, construction, transport). Le reste est transformé par les entreprises de la métallurgie légère qui réalisent des produits spécifiques tels que les tubes, les laminés d'aluminium et diverses pièces métalliques. La plupart de ces entreprises sont de moindre taille que dans la métallurgie lourde ; ne disposant pas de débouchés à l'export, elles ont subi de plein fouet la dépression post-soviétique. Au milieu des années 90, l'aversion des grandes entreprises pour les incertitudes du marché intérieur a accentué leurs difficultés et contribué à une réduction drastique de la quantité et de l'assortiment de leur production. Les grandes entreprises participent à l'actionariat d'un grand nombre de ces firmes.

Sources : Goskomstat et Reitingovoe agentstvo Ekspert, *Rossiskaja Metallurgija*, Moskva, 1998, 2 vol.

Par ailleurs, les principaux déterminants de la profitabilité des firmes résultent de variables externes au processus productif proprement dit. En raison de l'orientation à l'export, le taux de change, la volatilité des cours en fonction de la demande mondiale et les variations cycliques des prix jouent un rôle essentiel. Les métallurgistes organisés en lobby sont également très préoccupés par les coûts administratifs et fiscaux d'accès aux marchés internationaux. Au niveau interne, les réorganisations correspondent souvent à des politiques d'« optimisation de la charge fiscale »<sup>44</sup> appuyées par des complicités administratives. Celles-ci interviennent aussi dans la définition des conditions d'accès aux intrants. La dynamique d'intégration verticale observée vis-à-vis des combinats miniers ou de certaines usines d'électricité échappe cependant partiellement à la logique rentière puisqu'elle permet dans un certain nombre de cas une réduction des coûts de transaction et la sortie de situations de capture.

<sup>44</sup> Selon les termes du directeur de l'entreprise de transformation des métaux non-ferreux de Samara. Entretien réalisé à Samara en août 1999.

Autre élément révélateur de la logique rentière, le redémarrage de l'investissement qui intervient dans la période post-1998<sup>45</sup> reste limité si l'on considère l'ampleur des besoins — caractère obsolète et polluant de l'outil de production — et les moyens de financement rendus disponibles par une conjoncture exceptionnelle. Or, une partie importante des recettes a été consacrée à la croissance externe et on observe une poursuite de pratiques prédatrices, notamment à l'occasion des opérations à l'export<sup>46</sup>. Les banques et les marchés financiers étant marginalisés, l'extrême concentration du pouvoir de décision concernant l'utilisation du surplus productif implique une soumission du processus d'accumulation aux intérêts immédiats de l'oligarchie qui explique ce comportement d'investissement. L'épisode du rachat par Roman Abramovic — un des principaux actionnaires de Russkij Aluminij — du club de football londonien Chelsea début juillet 2003 en est une illustration anecdotique.

#### 4.2.1. Conclusion

Le tableau ci-dessous récapitule les principaux éléments présentés dans ce paragraphe et explicite l'insertion de la métallurgie dans le régime d'accumulation émergent. La logique rentière du modèle productif décrit repose sur la spécialisation de la branche sur les produits de base destinés à l'exportation. Elle s'inscrit dans le contexte d'une structure de marché intérieur monopolistique. Le niveau de surplus dégagé est principalement dépendant de facteurs extérieurs au processus de production et, en particulier, des conditions d'accès aux marchés mondiaux. La politique d'investissement est limitée à une simple reproduction/modernisation de l'appareil de production. Deux aspects du modèle productif décrit correspondent néanmoins à une logique entrepreneuriale non rentière. En premier lieu, la croissance externe relève partiellement d'une stratégie de réduction des coûts de transaction par la stabilisation des relations en aval et en amont des combinats et des *smelters*. En second lieu, la précarisation de la relation salariale suit une logique classique de réduction des coûts salariaux et d'intensification de la mise au travail.

L'autonomie du développement de la branche orienté vers l'export n'est pas sans conséquences négatives pour le système de production national. Outre une fragilité structurelle liée à l'évolution des marchés mondiaux<sup>47</sup>, la spécialisation à l'exportation implique un détournement des capacités productives aux dépens de la demande locale. De plus, par le biais monétaire, les mécanismes connus sous le nom de « Dutch Disease » accroissent les risques de désindustrialisation liés à la domination des secteurs rentiers travaillant à

<sup>45</sup> Selon les données du Goskomstat de l'année 2000, on observe une croissance de la production de machines-outils à destination de la métallurgie de 35 % pour la période juin-septembre 2000 par rapport à la même période en 1999 mais on sait que les cycles de l'investissement sont beaucoup plus accentués que ceux de l'activité.

<sup>46</sup> Pour 1999, la Banque Centrale de Russie évaluait à un peu plus de 25 milliards de dollars les capitaux sortis illégalement de Russie. Les opérations à l'exportation — en particulier de produits métallurgiques — donnent lieu à des évasions frauduleuses : en 1999, 2,5 milliards de dollars de revenus d'exportation n'ont pas été rapatriés. Une partie importante de la fuite correspond également à la surévaluation du prix des biens importés ou à la sous-évaluation des prix des biens exportés. Intervention de Mikhail Grishankov, vice-Président du comité parlementaire de la Douma aux questions de criminalité économique et financière, *Conférence IRSES, EHESS*, Paris, 15 septembre 2000.

<sup>47</sup> Les mesures protectionnistes concernant l'acier adoptées au printemps 2002 par les autorités américaines sont une illustration de cette fragilité.



Les caractéristiques de la métallurgie lourde russe au début des années 2000

<b>Modèle productif</b>	<b>Politique produit</b>	Spécialisation sur des produits peu élaborés Conservation de la compétitivité coût notamment par la recherche des meilleures conditions d'accès aux intrants Amélioration tendancielle de la qualité des productions les rapprochant des standards internationaux
	<b>Organisation productive</b>	L'organisation technique est fortement inertielle en raison du caractère très capitalistique de l'activité et de la faible flexibilité des équipements. Spécialisation sur le métier avec l'externalisation des activités de la sphère sociale et de certaines activités industrielles périphériques. Intégration verticale d'actifs spécifiques et complémentaires hérités de l'époque soviétique
	<b>Relation salariale</b>	Salaires réduits avec effondrement de leur part indirecte (avantages sociaux d'entreprise et protection sociale) Part importante du salaire flexible en fonction des performances individuelles ou d'atelier Contrats à durée indéterminée dominent mais amorce de précarisation des statuts et annonce de réduction d'effectifs Intensification de la mise au travail
<b>Stratégies de formation et d'appropriation du surplus</b>		Maximiser le niveau de production tout en minimisant les coûts Stratégie rentière de préservation du contrôle et du niveau du surplus avec le renforcement des positions acquises par la croissance externe, le lobbying au niveau central et la participation au jeu politique local Captation privée du surplus avec persistance de formes prédatrices : évasion de capitaux et évasion fiscale
	<b>Comportement d'investissement</b>	
	<b>Volume</b>	Croissant mais limité ; investissement direct étranger négligeable
	<b>Orientation</b>	Investissement de capacité et de modernisation peu innovant ; spécialisation sur des produits de base
	<b>Financement</b>	Principalement sur fonds propres
<b>Insertion dans le régime d'accumulation</b>		Poids croissant en terme de part de PIB et de l'emploi total Relative autonomie en raison de l'importance de l'activité à l'export et de l'autofinancement des investissements ; faible orientation vers la satisfaction des besoins locaux Faiblesse de cohérence de moyen terme en raison de la dégradation de termes fondamentaux de sa reproduction propre (obsolescence des équipements, pollutions) et des termes généraux de sa reproduction (santé, éducation, écologie, infrastructures publiques,...)

l'exportation<sup>48</sup> comme les hydrocarbures et la métallurgie. Les recettes en devises favorisent une appréciation du taux de change non corrélée avec une amélioration de la productivité ce qui se traduit par une surexposition des industries locales à la concurrence internationale. Cela signifie qu'un processus cumulatif de dépression et d'instabilité financière demeure un risque important<sup>49</sup>.

Enfin, la perpétuation de pratiques prédatrices, à commencer par l'évasion de capitaux, a un impact négatif en détournant des possibilités de financement de l'industrie, mais également en diminuant les recettes de l'État et la consommation à travers la compression des revenus des ménages.

## 5. Conclusion

La première section a permis d'examiner les conditions d'émergence de la bourgeoisie oligarchique dans la métallurgie au cours du changement institutionnel radical post-soviétique. Les conditions du processus de désétatisation de la propriété ainsi que la désorganisation des relations inter-entreprises ont offert l'opportunité à une poignée d'individus d'acquérir par des moyens principalement illégaux d'immenses fortunes privées et la direction effective de la branche.

Cette domination repose sur des formes corporatistes de la relation salariale. Dans une première phase, des compromis locaux limitèrent la dégradation de la situation des salariés. Ils furent remis en cause progressivement à partir de 1997/1998 du fait de changements intervenant dans le cadre légal du contrat de travail, du démantèlement progressif de la sphère sociale des entreprises, d'un programme massif de réductions d'effectifs et d'un rapprochement de la fédération syndicale vis-à-vis du pouvoir central. D'autre part, l'oligarchie entretient de solides relais politiques. L'interpénétration entre pouvoirs politiques et dirigeants d'entreprises se manifeste aussi bien par l'interventionnisme des métallurgistes lors des scrutins électoraux locaux que par des multiples liens officiels et officieux avec les institutions politiques nationales.

L'ascension de l'oligarchie et les formes corporatistes sur lesquelles elle s'appuie s'articulent avec l'affirmation d'un modèle productif rentier. La logique rentière correspond à une déconnexion entre qualité de gestion des unités de production et niveau de surplus dégagé qui résulte tant des spécificités de l'activité de la métallurgie lourde que de l'environnement dans lequel elle se déploie. Elle se traduit notamment par une timide politique d'investissement et se perpétue à travers l'extrême concentration du contrôle sur l'usage du surplus. En comparaison avec la période soviétique, on observe une régression industrielle du fait de la perte de savoir-faire qui accompagne la spécialisation sur les produits

<sup>48</sup> Max W. Corden et James P. Neary, « *Booming Sector and De-Industrialization in a Small Open Economy* », *The Economic Journal*, décembre 1982. Voir également Eliane Campan et André Grimaud : « Le Syndrome hollandais », *Revue d'Économie Politique*, n° 6, 1989, pp. 810-834.

<sup>49</sup> Voir Jacques Sapir, *Compte-rendu de la XXXIII<sup>e</sup> session du séminaire franco-russe semestriel sur les questions économiques et financières*, Paris, Juin, 2002, p. 31. Disponible en ligne :

<http://www.ehess.fr/centres/cemi/pages/sem-juin-2002.pdf>

de base de la branche lors du redéploiement de son activité en direction des marchés internationaux.

Nous avons rapidement évoqué l'impact négatif de cette nouvelle organisation de la métallurgie pour l'appareil productif national. Elle nous semble être une illustration de l'affirmation d'une économie dépendante, d'un capitalisme de la périphérie, en Russie. La structure des échanges commerciaux atteste d'une prédominance des biens primaires dans les exportations et des biens de consommations et des produits du secteur des constructions mécaniques dans les importations tandis que s'est produite une réorientation des échanges en direction des pays occidentaux et en particulier de l'Union Européenne<sup>50</sup>. En outre, la structuration fortement inégalitaire est une caractéristique des pays de la périphérie, notamment des pays d'Amérique latine où le pouvoir économique décisif est exercé par une oligarchie à travers le contrôle des ressources exportables<sup>51</sup>. Ce constat invite à opérer un déplacement de l'analyse de l'économie russe de la problématique de la transformation systémique à celle de l'insertion des économies dépendantes dans le capitalisme mondialisé.

## Bibliographie

- Alchian, A.A., Demsetz, H. 1972. « Production, Information Costs and Economic Organization », *American Economic Review*, vol. 62, pp. 777-795.
- Appel, H., 1997. « Voucher Privatisation in Russia: Structural Consequences and Mass Response in the Second Period of Reform », *Europe-Asia Studies*, vol. 49, n° 8, pp. 1433-1449.
- Aslund, A., 1999. « Russia's Collapse », *Foreign Affairs*, vol. 78, n° 5, septembre-octobre, pp. 64-77.
- Boyer, R., Freyssenet, M., 2002. « Entre innovations historiques et contraintes structurelles Éléments d'une théorie des modèles productifs », *Couverture Orange*, n° 0205, 85 p.
- Boyer, R., Freyssenet, M., 2000., *Les modèles productifs*, Paris, La Découverte et Syros, coll. « Repères », 128 p.
- Brana, S., Mesnard, M., Zlotowski, Y., 2002. *La transition monétaire russe*, Paris, L'Harmattan, coll. « Pays de l'Est », 377 p.
- Budanov, I.A., 2002. « La métallurgie et l'adhésion de la Russie à l'OMC », *XXIII<sup>e</sup> session du Séminaire Franco-Russe sur Les problèmes monétaires et financiers de la transition en Russie*, Paris, juin. Compte-rendu disponible en ligne : <http://www.ehess.fr/centres/cemi/pages/sem-juin-2002.pdf>
- Budanov, I.A., 2000. « Vlijanie specifik rossijskoj èkonomiki na razvitie metallurgii », *Problemy Prognozirovaniya*, n° 6, pp. 78-90.
- Campan, E., Grimaud, A., 1989. « Le Syndrome hollandais », *Revue d'Économie Politique*, n° 6, pp. 810-834.
- Cardoso, F.H.C., Faletto, E., 1978. *Dépendance et développement en Amérique latine*, Paris, PUF, coll. « Politiques », (première édition en espagnol 1969), 222 p.
- Champeyrache, C., 2000. « Changement de régime de propriété et infiltration maffieuse de l'économie légale. Une comparaison entre la Russie actuelle et la Sicile du XIX<sup>e</sup> siècle », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 31, n° 4, pp. 183-208.
- Clément, K., 2000. *Les ouvriers russes dans la tourmente du marché*, Paris, Syllepse, coll. « Points cardinaux », 250 p.
- Colas, D., 2002. « Société civile, État, nation » in Colas D. (ed), *L'Europe post communiste*, Paris, PUF, coll. « I<sup>er</sup> cycle », pp.13-110.
- Corden, M.W., Neary, J. P., 1982. « Booming Sector and De-Industrialization in a Small Open Economy », *The Economic Journal*, décembre, pp. 825-848.

<sup>50</sup> Julien Vercueil, *Transition et ouverture de l'économie russe (1992-2002)*, Paris, L'Harmattan, coll. « Pays de l'Est », 2002, pp. 209-215.

<sup>51</sup> Voir notamment Fernando Henrique Cardoso et Enzo Faletto, *Dépendance et développement en Amérique latine*, Paris, PUF, coll. « Politiques », 1978 (première édition en espagnol 1969), 222 p. ; Alain Rouquié, *Amérique latine*, Paris, Seuil, coll. « Points essais », 1998, 484 p. voir en particulier pp. 115-139.

- Delorme, R., 1996. *À l'Est du nouveau : changement institutionnel et transformations économiques*, Paris, L'Harmattan, coll. « Pays de l'Est », 343 p.
- Études économiques de l'OCDE 1997. *Fédération de Russie*, Paris, CCET, décembre, 299 p.
- Federalnaja Celevaja Programma 1999. *Strategija razvitiya metallurgii\_eskoi promy\_ennosti do 2005 goda*, Moskva.
- Grazdaninova, M.P., 1999. « Problemy i Perspektivy Vertikalnovo vzaimodestviya firm na rynke cernovo metalloprakata », *Problemy Prognozirovaniya*, n° 3, pp. 63-77.
- Hoffman, D.E., 2002. *The Oligarchs*, New York, PublicAffairs, 567 p.
- Hough, J.F., 2001. *The Logic of Economic Reform in Russia*, Washington, Brookings Institution Press, 318 p.
- Kagarlitsky, B., 2002. « Political Capitalism and corruption in Russia », in *Labour Focus on Eastern Europe*, n° 71, printemps, pp. 76-89.
- Khakhordine, O., 1994. « L'éthique corporatiste, l'éthique du *samostojatel'nost'* et l'esprit du capitalisme », *Revue d'Études Comparatives Est-Ouest*, vol. 25, n° 2, pp. 27-56.
- Kolodko, G.W., 2000. *From Shock to Therapy*, Oxford, Oxford University Press, 457 p.
- Krushschev, S., 2000. « Russia after Yeltsin a Duel of Oligarchs », *Mediterranean Quarterly*, vol. 11, n° 3, été, pp. 1-29.
- Mink, G., Szurek, J.C., 1999. *La grande conversion : le destin des communistes en Europe de l'Est*, Paris, Seuil, 311 p.
- Nuti, D.M., 1995. « Corporate governance et actionariat des salariés », *Économie internationale*, n° 62, deuxième trimestre, pp. 15-34.
- OCDE, FMI, BM, BERD, 1991. *L'économie de l'URSS : résumé et recommandations*, Paris, OCDE, 117 p.
- Peaucelle, I., 1995. « Firms ou Artel ? Vers un rapport salarial original en Russie », in Boyer R. et Saillard Y. (eds.), *Théorie de la régulation : l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, pp. 443-451.
- Pejovitch, S., Furubotn, E., 1972. « Property Rights and Economic Theory : A Survey of Recent Literature », *Journal of Economic Literature*, vol. 10, n° 4, décembre, pp. 1137-1162.
- Rouquié, A., 1998. *Amérique latine*, Paris, Seuil, coll. « Points essais », 484 p.
- Sachs, J.D., 1992. (entretien avec Doucet P.), « Aider la Russie », *Politique internationale*, n° 57, automne, pp. 247-256.
- Sapir, J., 1996. « Action publique et agents privés. Vers un modèle russe ? », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 27, n° 2, juin, pp. 187-219.
- Sapir, J., 1999. « À l'épreuve des faits : bilan théorique des politiques macro-économiques mises en œuvre en Russie », *Revue d'Études Comparatives Est-Ouest*, vol. 30, n° 2-3, juillet-septembre, pp. 153-213.
- Sapir, J., 2001. « La crise financière russe d'août 1998, tournant de la transition en Russie ? », document de travail CEMI EHESS, <http://www.ehess.fr/centres/cemi/pages/doc1-sapir.pdf>, 82 p.
- Schröder, H.H., 1999. « El'tsin and the Oligarchs: The Role of Financial Groups in Russian Politics Between 1993 and July 1998 », *Europe-Asian Studies*, vol. 51, n° 6, septembre, pp. 957-988.
- Stiglitz, J.E., 1999. « Wither Reform? Ten Years of the Transition », papier préparé pour the *Annual World Bank Conference on Development Economics*, Washington D.C., 28-30 avril, 31 p.
- Sultan-Taïeb, H., 2000. « Modèles de coordination dans les entreprises soviétiques et russes », *Revue d'Études Comparatives Est-Ouest*, vol. 31, n° 1, pp. 154-155.
- Summers, L., 1992. « The Next Decade in Central and Eastern Europe », in Christopher Clague et Rausser G. C., *The Emergence of Market Economies in eastern Europe*, Cambridge Blackwell, pp. 25-34.
- Vercueil, J., 2002. *Transition et ouverture de l'économie russe (1992-2002)*, Paris, L'Harmattan, coll. « Pays de l'Est », 347 p.
- Williamson, O.E., 1985. *The Economic Institutions of Capitalism*, New York, the Free Press, pp. 223-232.